

## France



Jean-Michel Blanquer et Emmanuel Macron, en visite à l'école Pierre de Ronsard, à Poissy (Yvelines), le 5 mai. « Dans la vie d'un enfant, ne pas aller à l'école est très traumatisant. On a besoin de faire revenir progressivement les enfants à l'école », a déclaré le chef de l'Etat.

# Le virus a eu raison de quelques tabous à l'école

*Certes, le retour en classe, à partir du 11 mai, est un casse-tête. Mais le confinement a créé un choc salutaire dans l'Education nationale, en poussant les enseignants et l'administration à changer de comportement.*

**U**n imbroglio. A quelques jours du retour en classe, après deux mois de confinement, la confusion règne à l'Education nationale. Dès le départ, elle a été alimentée par un désaccord au plus haut niveau. Jean-Michel Blanquer militait pour une rentrée dès le 4 mai pour les élèves de CP et de CM2, suivis une semaine plus tard par ceux des

classes de 6<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 1<sup>re</sup> et terminale. Mais Edouard Philippe a corrigé la copie de son ministre pour privilégier une rentrée du premier degré la semaine du 11 mai et évoquer une très hypothétique rentrée du lycée en juin. Selon les proviseurs, par la voix de leur représentant, Philippe Vincent, du syndicat SNPDEN, il n'y aura pas de retour avant septembre...

C'est dans le premier degré que la situation est la plus tendue. Pour tenter de rassurer les maires et les chefs d'établissement, en première ligne, le ministère a rédigé un protocole sanitaire d'une soixantaine de pages, censé répondre aux multiples problèmes : nombre d'élèves par classe, désinfection, distances dans les cours de récréation, masques, prise de température tous

LES LANGSBOUR / POOL / AFP

les matins de tous les élèves...  
 « Vous ouvrez un sujet, vous en avez dix nouveaux qui vous tombent dessus », constate une élue. « J'ai dû supprimer tous les livres et jeux de ma classe, relève Caroline Rouzé, professeur des écoles à Suresnes (Hauts-de-Seine). Je vais devoir plus rassurer qu'enseigner. »

Comment faire respecter les gestes barrières en maternelle ou remplacer les professeurs qui auront exercé leur droit de retrait pour santé fragile ? Les maires sont perplexes. François Baroin, président de l'Association des maires de France (AMF), a prévenu que « la plupart des communes seront incapables de respecter le protocole sanitaire imposé ». Et 300 maires franciliens, dont celle de Paris, Anne Hidalgo, ont demandé de repousser la réouverture des écoles. En Normandie, le président du conseil régional Hervé Morin a déjà prévenu que ses lycées ne rouvriront qu'en septembre. Ils ont le soutien des Français, dont 59% considèrent que cette réouverture est « une mauvaise décision » (voir le sondage ci-contre). Cela n'empêche pas Jean-Michel Blanquer – soutenu par Emmanuel Macron, qui a fait le déplacement avec lui dans une école de Poissy, le 5 mai – de croire que « la majorité des écoles rouvri-  
 ra partout sur le territoire ».

Et pourtant. Au-delà de ce pataquès, la crise sanitaire a produit un choc très positif, et encore peu perçu, au sein de l'école. « L'image du professeur routinier, attaché à son statut, résistant à tout changement, tout cela a été balayé en quelques semaines », souligne le sociologue François Dubet. Le virus aura fait ce que ni les gouvernements ni les syndicats n'ont pu réaliser ou empêcher. Passage en revue de ces tabous du « Mammouth », qui sont tombés en moins de huit semaines...

**LES ENSEIGNANTS PASSENT AU NUMÉRIQUE**

Jean-Michel Blanquer avait prévu des Assises sur le « métier d'enseignant du XXI<sup>e</sup> siècle ». Finalement, avant même cette grand-messe, l'enseignant nouveau est apparu.

**Les Français se méfient de la réouverture**

► Comment jugez-vous la décision gouvernementale de rouvrir progressivement les établissements scolaires à partir du 11 mai ?



► Concernant vos enfants, que ferez-vous ?



AVIVA ODOXA BFM BUSINESS Challenge<sup>s</sup>

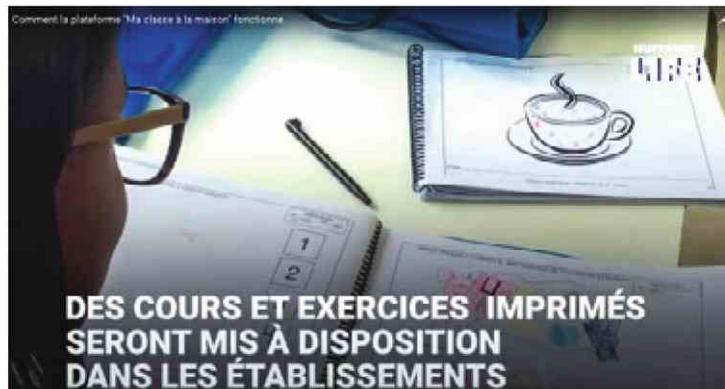
Enquête réalisée les 28 et 29 avril auprès de 1005 personnes de 18 ans et plus.

Sans circulaire ni injonction ministérielle. D'abord, ses gestes professionnels ont été bouleversés, avec un plongeon dans l'ère numérique. Ce qui aurait dû réclamer des années et des millions d'euros de formation. Yann Diraison, l'adjoint au

secrétaire général de l'Enseignement catholique, s'en réjouit : « Les enseignants ont démontré une réactivité impressionnante, quel que soit leur âge. » Et se met déjà à imaginer les conseils de classe et autres rendez-vous parents-professeurs en visioconférence.

L'ancien recteur Alain Bouvier rappelle la situation précédente : « La formation initiale des enseignants, un peu vieillotte, ne les a préparés ni à une telle situation, ni à ces pratiques ». Et la Cour des comptes, dans un rapport de juillet dernier, a pointé les « résultats décevants » du numérique à l'école : « Sept à huit enseignants sur dix déclarent ne jamais utiliser les ressources des espaces numériques de travail (ENT) pour préparer leurs cours, personnaliser l'accompagnement des élèves, produire des contenus pédagogiques avec les autres enseignants ou encore faire collaborer les élèves entre eux. » Des usages que le confinement a dopés. Désormais, tous se tournent vers les quelques geeks qui pratiquaient déjà la « classe inversée », où la théorie se découvre à la maison et la résolution de problèmes en classe, le professeur naviguant d'un élève à l'autre. Suscitant des milliers de likes sur YouTube avec leurs théorèmes de Thalès en rap, ils étaient regardés de travers en salle des professeurs...

Plus étonnant encore, dans l'indifférence quasi générale, le totem du statut des professeurs est ►►►



Extrait du clip **Ma Classe à la maison**. La plateforme de cours à distance mise en place par le Cned s'adresse à 12 millions d'élèves.



**Epreuve de philosophie du bac 2019 dans un lycée de Compiègne (Oise).** Avec le confinement, la réforme du contrôle continu s'est imposée avec un an d'avance sur le calendrier du ministère.

►►► ébranlé. Selon le porte-parole du syndicat des proviseurs, « *le temps de travail a explosé* ». Les sacro-saintes « obligations de service » (24 heures dans le primaire et entre 15 et 18 heures dans le secondaire), sur lesquelles tous les ministres de l'Education nationale se sont cassé les dents, ont volé en éclat. Un sondage l'a révélé : 80% des professeurs « confinés » affirment travailler plus que d'ordinaire. Et si l'ancien recteur Alain Bouvier regrette que la question de raccourcir les vacances d'été ait été évacuée par Jean-Michel Blanquer – trop sensible –, l'idée avancée de « vacances apprenantes », sur la base du volontariat, est un accroc. Le ministre avait déjà porté un premier coup de griffe en proposant aux volontaires de se former pen-

dant les petites vacances, contre une indemnité. Il ouvre une seconde brèche.

### LES INÉGALITÉS RÉVÉLÉES

Certes, à chaque publication d'un classement international, le système scolaire français est épinglé : 20% des élèves sont en difficulté, et la plupart sont issus de milieux défavorisés. Mais « *avec le confinement, cette réalité a sauté violemment aux yeux des collègues*, reconnaît Francette Popineau, du syndicat du primaire Snuipp. *On ne pouvait plus se voiler la face* ». Même constat de François Dubet : « *L'inégalité entre les élèves qui peuvent recevoir de l'aide des parents à la maison et les autres est*

*devenue flagrante. Désormais, on ne peut plus se raconter d'histoires.* » Sans faux-semblant, Yann Diraison l'admet : « *L'Enseignement catholique était très favorable à la reprise "anticipée" en mai, non pas tant pour rompre avec l'isolement pédagogique dont certains sont effectivement les victimes, mais surtout pour mettre fin aux difficultés sociales qu'a provoquées l'arrêt brutal de la scolarisation.* » Soudain, tout le monde a convenu qu'il fallait donner la priorité à ces 4% à 8% de jeunes « perdus » par l'institution. Mais si l'école en demi-groupe devait perdurer, le virus n'étant pas près de disparaître, un nouveau risque pointe, soulevé par Alain Bouvier, de voir éclore une école à plusieurs vitesses, concept objectivé par le ministre : l'école à

Nicolas Favennier/Rea

l'école, l'école à distance (dirigée par un professeur), l'école dans un tiers lieu (pour la culture et le sport) et l'école à la maison (prodigée par les parents). Accentuant encore les inégalités entre les familles qui feront appel aux entreprises de coaching et de soutien scolaire et les autres.

### LE CONTRÔLE CONTINU ADOPTÉ

Pierre Mathiot, à la tête de l'Institut d'études politiques (IEP) de Lille, l'inspirateur de la réforme du baccalauréat qui entre en vigueur l'année prochaine, se frotte les mains : « *Cet épisode va apporter la preuve que le contrôle continu, ça marche !* ». Jean-Michel Blanquer en est convaincu, même s'il reste attaché aux épreuves finales, en petit nombre ; en revanche, les syndicats y étaient opposés, invoquant une rupture d'égalité. Les épreuves du bac 2019 avaient d'ailleurs subi moult grèves de surveillants, de correcteurs et même de jurys. Ironie : c'est au moment où le ministre de l'Education nationale réfléchissait à amender les épreuves de contrôle continu de sa réforme que ce type d'évaluation lui permet de sauver le baccalauréat 2020. « *Le virus ouvre une fenêtre d'opportunité inespérée et paradoxale* », explique Pierre Mathiot.

Ce faisant, le système de notation à la française est aussi remis en question. Ces lycées élitistes, qui soumettaient les copies de leurs élèves pour leur mettre la pression, se retrouvent piégés et risquent de devoir organiser une forme de rattrapage pour remonter les moyennes. « *Cela force en tout cas tout le système à interroger les vieilles idoles* », souligne encore Pierre Mathiot. Alain Bouvier y voit « *un effet collatéral positif : l'impossible reconquête du mois de juin, perturbé par les examens, est réalisée. C'est au moins cela* ». Yann Diraison en vient même à imaginer la fin d'un autre totem : « *L'expérience de cette année pourrait amener à envisager la suppression du brevet des collèges, coûteux et qui fait perdre un temps précieux – jusqu'à quinze jours de classe – aux élèves de la 6<sup>e</sup> à la 4<sup>e</sup>.* »

### LA RECONNAISSANCE DES ENTREPRISES

Pour Francette Popineau, c'est du jamais-vu : « *Les boîtes privées se sont engouffrées dans le milieu scolaire.* » La syndicaliste alerte d'abord sur l'intrusion des Gafam qui, avec WhatsApp, YouTube ou Teams, se sont substitués aux salles de classe, sans toujours respecter la protection des données. Elle déplore aussi l'effervescence des sociétés de l'edtech, qui ont offert leurs services à foison. Lalilo pour apprendre à lire, Digischool ou TestWe pour réviser. Marie-Christine Levet, qui dirige le fonds d'investissement EduCapital, le déplore : « *La France est à la traîne. Voyez les outils de l'école publique numérique : le Cned et le Réseau Canopé. C'est le Moyen Âge !* » Elle souligne le faible investissement de l'Etat dans les « ressources innovantes » : 10 millions d'euros par an. Une faiblesse qui a atrophié le marché : 90 millions d'euros en France, d'après une enquête de Deloitte, contre 900 millions au Royaume-Uni. Pour l'investisseuse, l'expérience du confinement offre une opportunité unique de faire un saut dans le numérique : « *Comme pour*

*les manuels scolaires, mission confiée aux éditeurs, sous contrôle d'inspecteurs qualifiés, l'Etat pourrait déléguer aux entreprises la responsabilité de créer du contenu innovant.* » Une idée que la députée LREM Sylvie Charrière, une ancienne principale d'un collège de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), partage : « *L'Etat, quand il sort de son cœur de métier, n'est pas aussi performant que le privé. Mais il faudra que les sociétés privées, soumises à un agrément, donnent toutes les garanties.* »

### LA REVANCHE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Cantine à 1 euro, petits déjeuners gratuits, dédoublements des CP et CE1 en zone d'éducation prioritaire... Les injonctions du ministère aux élus ne manquent pas. « *Cela manque sérieusement d'intelligence territoriale* », accuse la maire de Bondy (Seine-Saint-Denis), Sylvine Thomassin, en charge du scolaire à l'AMF. Mais, avec le déconfinement, l'Education nationale est obligée de casser ce mur de la verticalité. Désormais, Jean-Michel Blanquer n'a plus que « *souplesse* » et « *adaptation* » à la bouche : « *On a une dialectique à repenser entre l'impératif de force à l'échelle nationale et d'initiative à l'échelle locale, a-t-il lâché au Figaro. Pour décider d'éléments pratiques, on a besoin de représentants locaux de l'Etat, comme le directeur d'école ou l'inspecteur de l'Education nationale, mais aussi du maire.* »

Un changement d'attitude accentué par la séquence électorale des municipales, qui n'est pas terminée. « *Sous l'effet de la pression conjuguée des parents d'élèves, des professeurs et des maires, raconte le président de l'Association des petites villes de France, le député PS Christophe Bouillon, l'Etat n'a pas pu dérouler son rouleau compresseur habituel.* ». Et il a accepté de s'asseoir sur le sacro-saint principe d'égalité territoriale. Le 11 mai, sur le terrain, l'Education nationale sera d'une diversité extrême. Et le centralisme du « Mammouth » de la rue de Grenelle en aura pris un sacré coup. Alice Mérieux, avec Thiebaut Dromard



**Sylvine Thomassin.** La maire de Bondy, en charge du scolaire à l'Association des maires de France, dénonce le « manque d'intelligence territoriale » habituel du ministère.

103 Press/Magnum